

La Paix Et La Securite Coefficients Integrales Pour Le Developpement En Republique Democratique Du Congo

Salakiaku Mbuta Trica

(Institut Supérieur Pédagogique Techniquei SPT-Kinshasa)

Bakasankisha Lungenyi Nathalie

(Institut Géographique Du Congo; IGC)

Resume

L'insécurité en République Démocratique du Congo (RDC) est un problème complexe caractérisé par les conflits armés à l'Est (notamment dans les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu et Ituri), le crime organisé dans les villes, des violations des droits humains généralisées et une crise humanitaire profonde.

Ces problèmes sont alimentés par l'instabilité politique et économique, des affrontement entre groupes armés comme le AFC-M23-ADF, des défaillances structurelles de l'Etat, le pillage des ressources et l'échec des tentatives de rétablissement de l'ordre dont les conséquences incluent des déplacements massifs de population, une insécurité alimentaire croissante, des violences sexuelles et des perturbations majeurs de l'accès aux services essentiels.

Date of Submission: 23-03-2026

Date of Acceptance: 03-04-2026

I. Introuction

La gouvernance démocratique et la consolidation de la paix se construisent au fil de temps que les politiques et /ou le Gouvernant du pays soutiennent l'instauration de l'Etat de droit, de lutter contre l'impunité afin de rendre plus efficace le cadre Institutionnel et les structures citoyennes en vue de promouvoir les droits humains, la justice et le développement en République Démocratique du Congo.

L'insécurité dans notre pays, surtout dans sa partie Est, est une problématique complexe et multi facette, principalement caractérisé par une violence persistante dans due à des groupes armés, mais aussi par une criminalité urbaine élevée et des violences sporadiques dans d'autres provinces.

Cette situation entraine des violations graves des droits humains, des déplacements massifs de population et une aggravation de la crise humanitaire, rendant la vie des civils particulièrement précaire. Néanmoins, des conflits armés dans l'Est du pays ou des affrontements se poursuivent entre l'armée régulière de la République Démocratique du Congo et divers groupes armés non étatiques tels que la coalition AFC-M23- ADF, Raid TABARA, Thomas LUBANGA, Groupe Zaïre et autre (dans les provinces du Nord-Kivu, Nord-Kivu et Ituri).

Ces conflits généralement des violences ciblées contre les populations civiles, des massacres, des pillages et des violations des droits humains, y compris des violences sexuelles. Quant à la criminalité urbaine, cette dernière est très élevée dans les grandes villes, en occurrence Kinshasa, Lubumbashi, Goma et Bukavu, avec des crimes tels que les assassinats, les cambriolages et les lynchages ; ce qui fait que cette marque de pratique puisse être exacerbée par une détérioration de la situation socio-économique.

Aussi, les violences sporadiques et autres formes d'insécurité, se vit dans d'autres provinces, comme le Kasai, et le grand Bandundu qui connaissent des épisodes de violence sporadique. Ces pratiques, font à ce que les infrastructures de Communication soient délabrées, l'inaccessibilité des voies de Communication ainsi que les inondations qui aggravent l'insécurité dans certains contrés.

Malgré les investissements dans les actions de développement depuis plus des décennies, la situation s'est détériorée à tel point que dans nos Entités Territoriales Décentralisées, la sécurité des Agents de développement est aujourd'hui compromise et leur capacité à mener leurs actions sont réduites.

Dans ce processus, il est impérieux de solliciter l'adhésion de tout le monde au principe de la liberté, de la justice, de la démocratie, de la tolérance, de la solidarité, de la coopération, du pluralisme , de la diversité culturelle ,du dialogue et de la compréhension dans la société et entre les nations .

Raison de notre étude pour disséquer les méandres de l'insécurité qui a élu domicile dans notre pays d'une part et dans la région des Grands Lacs d'autre part.

Problematique

La problématique de l'insécurité en République Démocratique du Congo est complexe et multidimensionnelle, caractérisés par une crise humanitaire persistante dans l'Est, les activités de groupes armés comme le M23 et autres est une criminalité de droit commun élevée dans les grandes villes, situation aggravée qui tire son origine sur la défaillance de l'Etat, la pauvreté et le manque d'accès aux services de base, ainsi que les conflits intercommunautaires et les violations des droits humains, affectant gravement la population civile.

Hypothese

L'insécurité en République Démocratique du Congo est hypothésée par un escalade complexe de facteurs, notamment l'instabilité politique et les conflits armés de longue date dans l'Est, exacerbés par des luttes pour les ressources naturelles et la convoitise des terres arables par les pays voisins.

Objectifs Poursuivis

L'insécurité en République Démocratique du Congo vise principalement l'accès aux ressources naturelles. Le contrôle du territoire et l'affaiblissement de l'Etat par des groupes armés, qui s'articule autour de conflits armés, de rivalités ethniques et d'une crise de développement.

- Approfondir les connaissances autour du lien entre paix, sécurité et développement au regard des analyses des indicateurs probant causes qui empêchent le développement de nos Entités Territoriales touchées par l'insécurité des groupes armés - ;
- Vulgariser, sensibiliser les autorités politiques du pays par des ateliers de réflexion eu égard à la triangulation de la paix, sécurité et développement - ;
- Savoir dans quelle mesure nos pratiques professionnelles et personnelles contribuent à un changement social positif.

Choix Et Interet Du Sujet

L'insécurité en République Démocratique du Congo est un choix de priorité élevé pour la population en raison de sa continuation et de ses impacts sur la vie quotidienne. Ses intérêts incluent la recherche de sécurité (le rétablissement de la paix et de la sécurité pour retrouver une vie normale, mettre fin à la violence, pouvoir circuler librement et accéder aux services de base) ;

Rétablir l'autorité de l'Etat, de reformer le secteur de la sécurité et de stabiliser le territoire national pour pouvoir gouverner avec promptitude et soutenir le développement, tout en abordant les causes profondes comme les groupes armés et la mauvaise gouvernance, car l'instabilité sécuritaire actuelle a des répercussions désastreuses sur le pays, sa population et la stabilité de toute la région des Grands lacs.

II. L'aspect Conceptuel Et Terminologie Des Indicateurs Au Developpement.

La paix et la sécurité sont des pré conditions essentielles au développement, la paix crée un environnement propice à la croissance économique et sociale, tandis que la sécurité permet aux individus de vivre à l'abri de la peur et de la violence. Le développement à son tour peut renforcer la paix et la sécurité en améliorant les conditions de vie et en réduisant les inégalités.

La Paix Comme Condition Du Developpement

La paix crée un climat favorable à l'investissement, à la croissance économique et au développement des infrastructures au sein des ETD, elle permet aux populations de bénéficier d'une meilleure éducation, de soin de santé et de services sociaux de base.

La paix libère des ressources financières et humaines qui seraient autrement utilisées pour la guerre et la répression.

La Securite Comme Pilier Du Developpement

La sécurité permet aux individus de se déplacer librement, de travailler, d'entreprendre et de participer pleinement à la vie sociale ; elle réduit les risques de violence, des crimes et de l'insécurité qui peuvent entraver le développement.

La sécurité est essentielle pour la stabilité politique et l'efficacité des institutions.

Le Developpement Comme Moteur De La Paix Et De La Securite

Le développement économique et social peut contribuer à réduire la pauvreté, les inégalités et les frustrations qui peuvent alimenter les conflits, il peut améliorer les conditions de vie, renforcer la participation politique et démocratique, et favoriser la cohésion sociale.

Le développement peut aussi renforcer les capacités de notre Etat à gérer les conflits et à prévenir les risques d'insécurité.

L'accès A La Justice

Dans notre pays, le programme pluriannuel d'appui à la justice en sigle PPAJ, a contribué significativement au processus de l'élaboration et de finalisation de la nouvelle politique de réforme de la justice (PNRJ), en synergie avec d'autres partenaires techniques et financiers dont l'Union Européenne.

Il a également contribué au désengorgement des prisons et à la réduction du taux de la détention préventive irrégulière à travers l'inspection et le contrôle des institutions judiciaires et pénitentiaires situées dans des différentes entités d'intervention.

Il a en outre, appuyé le renforcement des capacités techniques des acteurs de la chaîne pénale en vue de consolider le lien qui existe entre les deux derniers maillons et enfin de mieux maîtriser la population carcérale.

La base des données de gestion des détenus et une application de collecte, de transmission et de centralisation électronique de données ont été développées en étroite collaboration avec les administrations pénitentiaires civiles et militaires, en vue de la production régulière des statistiques pénitentiaires.

De manière générale, le PPAJ a permis au conseil supérieur de la magistrature et à l'inspection générale des services judiciaire et pénitentiaire de jouer pleinement son rôle, ce qui a contribué à améliorer la redevabilité et la transparence de la justice et renforcer la discipline au sein de la magistrature.

Malgré les efforts fournis en ce qui concerne la réforme de la justice, un autre consiste à sécuriser toutes les entités afin de promouvoir le développement territorial étant donné que l'équité de notre justice reste encore précaire sur l'ensemble de la République où la loi du plus fort prime en lieu et place de nos instances judiciaires.

Cependant, en abandonnant les groupes extrémistes qui violent les lois du pays, en œuvrant comme entités barbares ou des sociétés isolées de leur contexte, il nous sera impossible de mener une action à fond visant à booster le développement (autre qu'une réponse militaire) pour empêcher et /ou limiter leur croissance.

Aussi, nous devons chercher à identifier les facteurs contribuant à leur développement et reconnaître le potentiel d'attraction qu'a ce dernier pour mieux cibler les réponses possibles dans des pareilles situations qui constituent des obstacles.

III. Facteurs Historiques Et Geopolitiques De L'insecurite En Rdc

L'insécurité en République Démocratique du Congo est le résultat de facteurs historiques complexes (héritage colonial, divisions ethniques, mauvaise gouvernance) et géopolitiques (conflits pour les ressources naturelles, ingérence régionale et internationale).

Le pillage des ressources minières, le conflit généré par le génocide Rwandais et les tensions historiques, combinés à une gouvernance défailante, créant ainsi un engrenage de violence persistant.

Facteurs Historiques

Heritage Colonial Occidental

Les effets persistants du colonialisme occidental ont contribué aux bouleversements politiques et à l'instabilité de longue date. Les frontières tracées artificiellement et l'exploitation brutale des ressources sous le régime colonial ont semé les graines de tensions actuelles. Ce système a créé des divisions ethniques et un Etat postcolonial faible, marqué par la corruption et une mauvaise gestion des ressources.

Tensions Ethniques Liees Au Genocide Rwandais De 1994

Le génocide des Tutsis au Rwanda a eu des répercussions majeures sur l'Est de la République Démocratique du Congo. L'afflux massif de réfugiés (y compris des auteurs du génocide) a modifié les dynamiques démographiques et ethniques locales, entraînant des décennies de conflits armés et de violences intercommunautaires.

Historique D'instabilite Politique Et De Conflits

Le pays a connu une longue histoire de conflits incluant les premières et deuxièmes guerres du Congo (la grande guerre africaine), impliquant plusieurs nations africaine et de nombreux groupes armés. Ces conflits ont affaibli les Institutions de l'Etat, menant à une gouvernance corrompu et une incapacité à contrôler l'ensemble du territoire.

Divisions Ethniques Et Conflits Communautaires

L'ethnicité est un facteur majeur des conflits, souvent exploité par des élites de chacune de tribu pour le contrôle du pouvoir et des avantages. Ces tensions sont exacerbées par la compétition pour les terres et les ressources.

Genocide Rwandais De 1994

L'afflux de réfugiés Rwandais et la persistance des tensions ethniques ont profondément affecté la région de l'Est, alimentant des conflits et des rebellions.

Faillite De L'etat

L'effondrement de l'Etat Congolais a créé un vide sécuritaire qui a favorisé l'émergence de multiples groupes armés et la privatisation de la guerre.

Facteurs Geopolitiques

Rivalites Regionales

L'insécurité est alimentée par les rivalités entre Etats voisins. Des pays comme le Rwanda et l'Ouganda ont été accusés de soutenir des groupes rebelles, notamment le M23 et autres groupes armés pour défendre leurs intérêts stratégiques et sécuritaire dans la région.

Controle Des Ressources Naturelles

La République Démocratique du Congo possède des ressources minérales exceptionnelles (colton, cassitérite, or, cobalt, cuivre ...). Le contrôle de ces gisements, souvent qualifiés de minéraux de conflit, est au cœur de la violence. Les groupes armés se financent pour le commerce illégal de ces minerais, qui sont ensuite exportés via des pays voisins vers les marchés mondiaux de façon frauduleux.

Ingerences Etrangeres

Les intérêts économiques et politiques étrangers, souvent liés à l'extraction minière, contribuent à perpétuer l'instabilité. Les interventions militaires étrangères et le soutien à divers belligérants font partie intégrante de la dynamique sécuritaire régionale.

Faiblesse De L'etat Et Impunite

L'incapacité du gouvernement Central à imposer son autorité sur l'ensemble du territoire, combinée à une corruption politique et des faiblesses institutionnelles, laisse un vide sécuritaire exploité par plus de cent groupes armés,

IV. Caracteristiques Et Causes De L'insecurite En Republique Democratique Du Congo

L'accroissement de l'insécurité sur le territoire Congolais s'est manifesté par la multiplication d'actions violentes, souvent qualifiées du terme large de terroristes. Devant ce phénomène, une lecture critique de la situation s'impose pour définir précisément les types de causes et d'acteurs qui mènent à la situation actuelle.

L'analyse Specifiques Des Violences Des Divers Groupes

Le traitement médiatique et politique de la montée de l'insécurité dans notre pays, souvent masquée par les stratégies différenciées des groupes violents, donnant ainsi une image lissée ou uniforme de ces groupes (désignés souvent comme terroriste).

Néanmoins, il n'y a pas un seul type de groupes extrémistes violents mais plusieurs dont les objectifs, les méthodes, les réseaux et autres sont bien différents.

Tableau 01 : Catégories de groupes violents.

N°	Désignation	Objectifs	Caractéristique
01	Groupes violents	Ambitions politiques	Message public axé sur la religion.
02	Groupes violents	Ambitions politiques	Le message est principalement axé sur la revendication
03	Groupes violents	La principale motivation est liée à l'enrichissement	Les actions n'ont pas ou ont peu d'objectifs politiques. Narco trafiquants (cocaïne), vendeurs d'armes, des cigarettes, des drogues... Trafiquants d'organes humains, Trafiquants d'humains et plus particulièrement d'enfants, Passeurs pour les migrants, Bandits, coupeurs de route.
04	Groupes des civils	Milices d'autodéfense	Détention d'armes, parfois légalement.

L'analyse de ces différents groupes et de leurs relations est cruciale pour les Agents de développement. Il est intéressant de se doter d'une grille d'analyse afin de faire le parallélisme des liens et des différences entre chaque type de groupe et comprendre comment ils fonctionnent.

Ainsi nous avons :

L'analyse du projet politique (idéologie, motivations, revendications) qui permet d'identifier des objectifs, un discours mobilisateur - ;

L'analyse des méthodes basées sur les : mode opératoire, cibles, organisation et activités menées, permet de comprendre l'activité du groupe - ;

L'analyse des ressources (composition des groupes, ressources) permet d'identifier les moyens d'action - ;

L'analyse du champ d'influence et de l'intégration dans des réseaux (périmètre d'action, niveau d'internationalisation, stratégie, alliances, oppositions) permettant de cerner le niveau de complexité de l'organisation - ;

L'analyse du contexte dans lequel chaque groupe prospère, permet de repérer les conditions de développement et contraintes de chaque groupe à l'échelle locale.

Après que nous ayons effectué les analyses, nous constatons que les discussions vont déceler des différences importantes qui existent même dans une même catégorie.

Dans ses modes opératoires et ses propositions aux habitants, lorsque ces groupes violents viennent sur place, ils rassurent les communautés en disant qu'ils vont se débarrasser des forestiers et de l'administration, ils cherchent à se mettre bien avec la population, d'autres groupes violents sortent de leurs terroirs, ils tuent tout le monde. La dite stratégie marque la terreur au sein de la population riveraine.

Dans ses revendications, quand les groupes violents arrivent dans une entité, ils ne cherchent pas à faire fermer les commerces, les centres de santé et les écoles à tout prix, par contre, ils vont imposer leur vision religieuse et /ou en étant contre le système éducationnel qui existe et en imposant la fermeture des écoles.

Tableau 02. Grille d'analyse des groupes violents

N°	INTITULE	ABSTRAIT
01	Idéologie	Ensemble des idées, de croyances et de valeurs qui interprète la réalité et guide les actions et les comportements d'un groupe.
02	Motivation	Révolte contre l'occident et les multi bailleurs de fond internationaux. A titre d'illustration nous avons des discours autour de l'exploitation des mines par les étrangers ; Révolte contre l'injustice ou les inégalités ; Refus des coutumes et des valeurs traditionnelles, des détenteurs du savoir religieux ; Intérêt économique avec prélèvement d'impôt ; Révolte contre leurs propres Etats ayant des déséquilibres de gouvernance.
03	Revendications	Politique ; Imposer la justice (lutte pour les valeurs) ; Des valeurs anti-occidentales (éducation occidentale et l'administration publique à l'occidentale).
04	Mode opératoire	Attaques généralisées, pillages ; Prêches ; Violences physiques, attaques de symboles de l'Etat et des infrastructures publiques, menaces, enlèvements des biens publics ou des personnes ; Question communautaire, recrutement dans les Entités Territoriales Décentralisées (dans les lieux marginalisés le recrutement est différent selon les provinces) ; Mettre en place des leaders de la communauté dans laquelle le groupe souhaite recruter (car le terreau est plus favorable) ; Recrutement par séduction à certains endroits ; Recrutement par adaptation aux spécificités de la population des périphéries.
05	Cibles	Représentant de l'Etat (au début de l'aventure) ; Personnes qui coopèrent avec l'Etat, évolution vers les Eglises, les marchés, les écoles).
06	Organisation	
07	Composition	Ouvert à tout le monde ; Chacun recrute dans des groupes (ethniques) différents, ce qui montre qu'il y a une manipulation de la question de l'ethnie ; Facilité de recruter dans sa communauté ; Débat sur la question ethnique, débat sur le fait de nommer ou non du pays d'où les leaders et les membres sont originaires.
08	Activités	Justices ; Fructification de l'argent puis qu'ils prêtent de l'argent (crédit) à des commerçants ou à des trafiquants, cela leur permet aussi de blanchir l'argent et d'être ravitaillés ; Social, il y a la distribution de vivre dans des villages y compris l'évacuation sanitaire ainsi que le transport.
09	Ressources	Ressources tirées des activités (impôts, péages, commerce légal ou illégal) ; Rançons ; Recettes basées sur les ressources locales, minières, naturelles ; Appropriation des biens des personnes (vols de bétails et plus généralement de toutes les productions. ici, il est difficile à différencier des coupeurs de route à un certain niveau eu égard à leur pratique.
10	Périmètres d'action	Plus au moins étendu selon le groupe qui peut aller au niveau supranational.
		On n'arrive pas à nommer des pays de manière sûre ou exhaustive lorsque l'on veut voir à quelle

11	Niveau d'internationalisation	organisation cela se rattache ; Débat sur les liens avec des acteurs locaux (alliances locales car les étrangers ne peuvent pas opérer seul sur le terrain) ; Liens médiatiques, car parfois les revendications sont faites depuis un media d'un autre pays ; Organisations mafieuses (crime organisé).
12	Stratégie	Utiliser l'inégalité pour s'implanter (politique sociale, économique, justice) ; Se baser sur une question ethnique est un concept qui divise fortement.
13	Alliances	Narcotrafiquants (drogue, armes) ; Humains (plutôt les passeurs, surtout pour les migrants) ; Alliances matrimoniales avec des organisations de la société civile dont souvent le but est masqué, mais dans les discours ils disent autres choses que ce soit dans les quartiers ou ils peuvent créer des conditions favorables à leurs essors.
14	Oppositions	
15	Contexte	Aggravation des inégalités ; Effets de l'insécurité et du changement climatique avec comme conséquence l'aggravation des conditions de vie ; Marché sur les ventes d'armes, avec des intérêts de la personne qui vend ; Présence de ressources stratégiques ou chères (minières, énergétiques, naturelles) ; Limites actuelles des modèles économiques, raretés des ressources (au niveau global) générateurs des conflits ; Utilisation des stratégies des groupes pour servir des intérêts locaux qui ne sont pas liés aux groupes terroristes.

Des Groupes Violents Aux Contours Indécis, Qui Jouent De L'ambiguïté.

S'il s'avère important de pouvoir les différencier, ces groupes ne sont cependant pas hermétiques. En effet, il existe une certaine porosité entre leurs membres et leurs activités, des relations existent également avec des groupes ou des activités locales. Ceci peut rendre encore plus difficile la lecture des intérêts respectifs.

Certes, il existe un parallélisme en ce qui concerne les ressources des groupes, dont les uns ont des activités de banditismes et /ou de narcotrafiquant qui prospère mieux dans des contextes instables, tandis que les autres, leur principale motivation est liée à l'enrichissement, qui à leur tour peuvent afficher la poursuite d'objectifs politiques.

Hormis cette porosité, les groupes extrémistes violents peuvent jouer la carte de la manipulation ou des ambiguïtés pour utiliser une situation à leur avantage. Ils peuvent jeter le flou sur leurs motivations ou leurs appartenances pour plusieurs raisons :

Pour profiter de la renommée ou de la position d'un autre groupe (exemple des coupeurs de route qui se font passer pour un groupe violent plus important, pour profiter de la terreur qu'ils inspirent) ;

Pour attiser volontairement des tensions (cas des groupes qui se revendiquent d'une ethnie dans leurs actions violentes pour déclencher un conflit et déstabiliser une entité territoriale) ;

Pour éviter d'attirer l'attention sur leurs actions (à titre d'illustration, un groupe de narcotrafiquant qui se cache derrière des groupes violents plus pratiques) ;

Pour arriver à séduire la population (exemple un groupe violent qui ne se déclare pas pour pouvoir s'installer sous forme d'association, de groupe qui prêche...).

Ces manipulations et cette ambiguïté, souvent volontairement entretenues, peuvent facilement orienter les Agents de développement, et encore plus facilement les populations, vers des analyses erronées sur les modes d'action et les objectifs poursuivis.

Cela contribue à alimenter la situation d'insécurité.

Décryptage A Plusieurs Echelles Territoriales

Les groupes extrémistes violents ont aussi souvent plusieurs niveaux d'organisation, d'actions et d'ambitions ;

Une direction politique mondiale (cas de Ben Laden) ;

Des ramifications ou filiales localisées ou au deuxième niveau de chaque pays, des leaders ont des liens plus au moins forts avec la direction ;

Des cellules sur terrains.

Les raisons d'agir, les motivations, les facteurs de développement de ces groupes sont différents à chacun de ces trois niveaux. Au niveau mondial, les responsables pensent pouvoir prendre le pouvoir mais au niveau villageois les motifs d'engagement dans un groupe extrémiste violent sont très différents (avoir un revenu, éviter des représailles, rétablir une justice sociale, etc...).

Il peut être intéressant d'identifier comment les causes se structurent et s'articulent pour mieux agir sur certains facteurs qui permettent à ces groupes de se développer.

Comprendre Pourquoi Les Groupe S Violents Prosperent

Si nous abordons les groupes extrémistes violents uniquement comme des entités barbares ou des entreprises isolées de leur contexte.

Il est impossible de mener une action de fond (autre qu'une réponse militaire) pour empêcher ou limiter leur croissance, chercher à identifier les facteurs contribuant à leur développement, et reconnaître par ce biais leur potentiel d'attraction est une piste pour mieux cibler les réponses possibles à cette situation.

L'existence De Facteurs De Conflits, Un Apport Favorable

Pour prospérer à l'échelle des territoires, les groupes extrémistes violents ont besoin d'un apport favorable, en particulier de facteurs de conflits et d'insatisfaction et d'un manque de gestion au contrôle de ces conflits.

Tableau 03. Les Facteurs de la déstabilisation.

N°	Désignation	Aspect conceptuel
01	Destruction des sociétés traditionnelles et /ou de l'Etat.	Crime organisé, notamment circulation d'armes et trafic de drogues ; Partenariats publics, public-privé notamment pour la concession de terres et de ressources locales par l'Etat au détriment de la population ; Contrôle du territoire par les Etats voisins (porosité des frontières) avec des communautés découpées de part et d'autre de frontières qui ne sont que virtuelles ; Effondrement, destruction des autorités traditionnelles dont beaucoup sont contestées.
02	Echec du modèle de développement proposé.	Corruption ; Modèle d'Etat (absence de décentralisation effective, échec des politiques publiques) ; Absence d'alternatives pour les jeunes, désœuvrement de la jeunesse et manque de prise en compte des jeunes ; Modèle de société – négligence de l'éducation à la paix insuffisamment prise en compte dans les actions d'éducation.
03	Concurrence sur les ressources ou l'accès aux financements.	Pression et compétition sur les ressources notamment la question foncière (gestion du foncier, conflits fonciers, conflits inter communautaires, conflits locaux autour des ressources naturelles) ; Concurrence de leadership entre les acteurs.
04	Problème de Gouvernance	Forces de sécurités peu formées et équipées, participant à des exactions, parfois instrumentalisées ; privatisation des services de sécurité ; Aspects géopolitiques, stratégies de conflits ou de gestion de conflits ; Inégalités et justice sociale, déséquilibres territoriaux et injustice, répartition des richesses inégales, absence de prise en compte politique des problèmes sociaux ; Développement du crime organisé.

Cet apport donne matière aux groupes extrémistes violents à recruter des adhérents, proposer des services aux habitants en remplacement des services publics, exacerber des tensions entre groupes sociaux culturels, trouver des ressources par des voies légal ou non, construire un discours attractif et recevable, se déplacer sur le territoire... et ce, au-delà des inconvénients que leur présence peut présenter.

Les Causes Internes Ou Externes, Primaires Ou Aggravantes Des Facteurs Des Conflits

Parmi ces facteurs de déstabilisation certains sont internes au territoire, tandis que d'autres sont externes.

Les Causes Internes

Problèmes de gouvernance ; absence d'alternatives pour les jeunes, absence de représentation ou d'accès à la décision, problème de gestion du foncier ou des ressources naturelles...

Nous disons qu'à ce stade, la situation des jeunes est particulièrement importante (manque d'emploi et /ou d'activité, peu d'accès à la décision que ce soit dans la sphère privée ou publique y compris dans les collectivités territoriales ou les projets de développement).

Les Causes Externes

L'effondrement d'un Etat voisin (cas du Rwanda, en 1994), changement climatique, situation Géographique du territoire, stratégie d'implantation d'un groupe au niveau international etc. Aussi, les territoires peuvent aussi être déstabilisés par des actions de développement.

A titre d'illustration, certains projets de développement en ne prenant en compte qu'une catégorie d'habitants (éleveurs et non pas agriculteurs ...) peuvent créer ou exacerber des conflits sur l'accès et l'usage des ressources naturelles.

Certains facteurs représentent des causes primaires de conflits et influent directement sur l'émergence d'un contexte favorable au développement des groupes extrémistes violents.

D'autres facteurs sont secondaires, c'est-à-dire qu'ils ne suffisent pas en tant que tels à favoriser le succès de ce groupes, mais renforcent les facteurs primaires de conflits, créant un cercle vicieux, les facteurs aggravants (secondaires) peuvent également devenir à leur tour des facteurs primaires de conflits.

Les Causes Primaires

La mauvaise gouvernance (notamment non représentation des groupes présents sur le territoire), manque d'emploi et de perspectives pour les jeunes, inégalités.

Les conséquences de ces causes primaires (corruption, marginalisation ou discrimination, absence de réformes ou de politiques publiques adaptées...) peuvent ensuite créer de nouvelles causes de conflits.

Les Causes Secondaires

La pression sur les ressources naturelles ou le foncier renforcé par le changement climatique et la démographie, enrôlement des jeunes désœuvrés, manipulation d'identités ethniques etc.

En première analyse, il est possible de qualifier les problèmes comme étant par exemple des problèmes de ressources naturelles.

Il est ensuite utile de remonter aux causes primaires, car tous les territoires qui ont des ressources naturelles limitées ne rencontrent pas les mêmes situations des conflits par exemple.

Une grille croisée simple peut permettre de faire ce travail de classification des facteurs de déstabilisation.

Tableau 04. Grille Croisée d'analyse des Causes de l'Insécurité.

A B	Causes Internes au territoire	Causes Externes de déstabilisation
Causes Primaires	Mauvaise gouvernance, manque d'emploi et de perspectives pour les jeunes, inégalités sociaux, Corruption, problème de gestion des ressources naturelles.	
Causes Secondaires (facteurs aggravant)		L'effondrement d'un Etat voisin, changement climatique, stratégie d'implantation d'un groupe au niveau international, pression sur les ressources naturelles, la démographie, enrôlement des jeunes désœuvrés, manipulation d'identités ethniques etc.

Pourquoi Tous Les Territoires Ne Sont Pas Affectes De La Meme Maniere Par L'insecurite (Resilience)

Certains territoires résistent beaucoup mieux que d'autres au développement de l'insécurité et à l'installation de groupes extrémistes violents (peu ou pas de personnes recrutées ,pas d'attaque violentes etc.), il n'y a pas été possible d'identifier des critères qui font consensus sur les raisons de cette résilience.

Malgré tout, plusieurs critères semblent avoir un impact, dont on peut faire l'hypothèse qu'il est positif ou négatif selon les contextes.

Notamment :

Enclavement avec des territoires peu accessibles, peu développés (infrastructures, routes, services de base, marchés) parfois oubliés par les conflits, à l'inverse ils servent parfois de base à des groupes extrémistes violents.

Exemple :

Cas de village extrêmement enclavé, inaccessible en période de crue. Ici, les villageois se sont faits discrets et le village n'a jamais été occupé.

Cohésion social et culturelle (groupes sociaux professionnels homogènes, activités non antagonistes et complémentaires, communautés qui cumulent élevage et agriculture) et absence d'exclusion sociale.

Ce facteur étant souvent lié à des villages enclavés, il est difficile de savoir s'il représente systématiquement un atout, il peut en effet aussi y avoir de difficulté à se révolter, voire d'être dangereux, dépenser à rebours de la grande majorité des membres du groupe, on peut envisager que la cohésion sociale créée moins de conflits internes, mais ne sait pas fait un facteur de non ralliement à un groupe extrémiste violent.

Ajoutons que la cohésion sociale est une notion peu claire puisqu'elle peut exister dans des territoires très hétérogènes.

Exemple :

Les agriculteurs font désormais l'élevage et l'agriculture, les conflits sont sortis de la notion d'ethnie, donc les conflits ne sont plus ethniques.

L'organisation sociale avec des autorités traditionnelles ou leaders locaux influents dans le terroir, considérés comme légitimes, qui assurent la stabilité, un tissu social fort, qui peut combattre les discours des groupes extrémistes violents.

En revanche, en cas d'attaque, les leaders sont facilement ciblés et peuvent, dans certains cas, soit être les premières victimes des groupes extrémistes violents, soit rallier leur communauté à ces groupes.

Exemple : La résistance dans le village peut commencer quand le chef de village a été enlevé, occasionnant ainsi un point de chute par qui passaient les informations pour l'ensemble du village. Au départ, il n'y avait même pas de la résistance.

Niveau d'instruction et d'alphabétisation de la population du territoire ;

L'implication des groupes armés dans les processus de paix et suivi des accords de paix. Les groupes qui ont négocié la paix sont potentiellement plus à même de souhaiter la maintenir ;

L'outillage des acteurs locaux sur la capacité de gérer les conflits émergents et la création d'espaces de dialogue, l'éducation à la paix...l'écoute et l'existence de ce dialogue sert de soupape.

Cependant, sur de nombreux territoires, ces espaces n'existent pas ou ne sont pas portés par les acteurs locaux qui n'ont plus la légitimité nécessaire (chefs traditionnels...).

Le partage de valeurs, également cité, est un facteur transversal c'est à la fois un état de fait et quelque chose qui peut se construire.

La lutte contre les violences passe probablement par redonner du sens à ce que l'on fait, elle renvoie aussi à certains fondements des religions monothéistes etc., l'évoquer peut faire peur, car cela peut paraître trop lointain, trop philosophique, mais c'est une question importante.

V. Pratiques Des Agents De Developpement Et Leurs Liens Avec Les Situations D'insecurite De Quelle Maniere Les Pratiques De Developpement Contribuent Parfois Au Developpement De Cet Apport ?

Au vu des facteurs analysés ci-haut, il est possible de dire que les pratiques de développement ne sont pas neutres ; elles peuvent contribuer ou limiter les facteurs de déstabilisation (en offrant des perspectives aux jeunes, en favorisant une question plus efficace des ressources) ; mais elles peuvent à l'inverse créer du conflit (en renforçant des inégalités, en affaiblissant la position des élus locaux ou chef traditionnels etc...).

Il est donc important de se pencher sur les pratiques de développement pour identifier celles qui présente des risques d'aggravation des problèmes, et pour a minima, éviter que les actions de développement n'alimentent l'apport du conflit, c'est-à-dire il ne faut pas jeter l'argent sur ces problèmes.

Limites Des Pratiques De Developpement

Tant sur les actions professionnelles que sur les engagements (ou manque d'engagement) personnels, le constat fait est que les contraintes sont similaires à celles des zones sans insécurité, ou les actions de développement peuvent également buter sur certains problèmes tels que :

- Le manque de prise en compte des acteurs locaux et de leurs dynamiques - ;
- Le manque de prise en compte des enjeux des territoires - ;
- Le manque d'articulation des autorités locales et nationales, et de capacité d'écoute des autorités nationales par rapport aux problèmes des territoires.

Ainsi, quatre limites en particulier ont été abordées qui contribuent à la situation actuelle, ou du moins ne favorisent pas son amélioration :

Le business du développement

Pour les individus et les organisations, le développement est trop souvent, un travail comme un autre, c'est-à-dire un moyen d'assurer sa substance, il s'agit alors d'«un business, alimenté par des réponses continues à des appels aux projets, qui ne cherchent pas nécessairement à rétablir un équilibre sur un territoire ou à apporter une réponse » marchande». Ce type d'approche pose notamment trois problèmes :

a). le manque d'engagement ou d'éthique dans le travail à la fois chez les agents de développement que de l'organisation ;

Le manque de représentativité des projets financés, qui sont presque systématiquement obtenus par des organisations nationales et internationales spécialisées dans la réponse aux appels à projets. Cela pose également un problème de représentativité parmi les agents, qui ne sont pas nécessairement recrutés sur le territoire ni dans des classes sociales moins aisées ;

b).un manque de variété dans les approches proposées ; les actions de développement sont formatées pour être efficaces et efficaces par rapport à la réalisation d'activités, sans pour autant créer du changement.

« Quand un partenaire s'adresse à une collectivité, l'administrateur du territoire indique aux partenaires où il pense intervenir .Mais il y a de mauvaises pratiques entre les gestionnaires de ces

organisations humanitaires. Par exemple, quand une coopération travaille avec des ONG locales qui en principe collaborent avec la commune, ces prestataires de service, se retrouvent au bout d'un an dans 4X4 nef, changeant complètement de rythme de vie et les partenaires ne disent rien, on dit que l'ONG a réussi car ses membres se sont enrichis. Entre temps, aucun administrateur ni politique ne se révolte contre ces pratiques, parce qu'il se retrouve de façon obscur dans le projet »

c). La financiarisation des forces de sécurité

Dans notre pays, certaines contrées où la situation sécuritaire est très dégradée, les agents de développement font appel aux forces de sécurité pour garantir leurs déplacements- parfois par obligation.

Ces prestations sont facturées, ce qui remet en cause la possibilité de se déplacer librement et discrètement pour les agents de développement, mais contribue aussi à créer une sécurité à plusieurs vitesses, cette situation est particulièrement problématique, et ne contribue ni à la confiance envers les forces de sécurité, ni envers les agents de développement qui doivent y faire appel.

Une diversité très limitée des projets, avec des effets,

Les actions de mode de développement étant majoritairement des projets financés par quelques bailleurs (qui proposent leurs propres critères de sélection et souhaitent limiter les risques), il y a peu de possibilités pour faire financer des actions originales,

On retrouve donc les projets similaires quel que soit les territoires et dans une certaine mesure, quel que soit le niveau de changement social sensé être porté par ces projets (PDL 145 Territoires).

On retrouve aussi des critères imposés à tous les projets, similaires à des effets de mode (approche, approche genre, changement climatique ...) dans une mise en œuvre standardisée qui n'est pas toujours adaptée aux projets ou aux territoires concernées.

Des incohérences entre le niveau de responsabilités des collectivités territoriales et leurs capacités.

En lieu avec les processus de décentralisation, des responsabilités graduelles ont été données aux collectivités territoriales. En matière de sécurité en particulier, les collectivités territoriales jouent d'ailleurs un rôle sur certains territoires, rôle qui pourrait être renforcé.

Cependant leur niveau de responsabilités est pour la plupart du temps bien supérieur à leurs capacités (financière, techniques ...) qui ne sont pas suffisamment renforcées.

La préoccupation des bailleurs des fonds

Par ailleurs, la préoccupation actuelle des bailleurs de fonds pour la stabilisation des zones touchées par le développement des groupes extrémistes violents amène à orienter le financement de l'aide au développement sur la sécurité et la défense, diminuant de ce fait les marges de manœuvres de l'Etat pour le développement des territoires.

Or, si la capacité des collectivités territoriales est trop limitée, elles n'assument pas les services publics et perdent en légitimité alimentant un sentiment d'abandon de l'Etat, et un cercle vicieux.

Remarque :

Etant donné que, le soutien aux initiatives locales semble trop faible, entre autres, du fait du développement de l'approche projet peu adaptée pour soutenir et accompagner les innovations sociales sur le territoire. Les acteurs de développement élaborent et mettent en œuvre des projets qui leur permettent à la fois de faire fonctionner leurs organisations et mettre en place des actions (parfois de qualité) sur les territoires, ces dynamiques externes prenant le pas sur l'appui aux initiatives et dynamiques locales.

La réalisation des projets face à l'insécurité

Le niveau de sécurité minimum pour que les agents de développement puissent travailler dans des conditions acceptables et favoriser des dynamiques locales, n'est plus atteint, empêchant ainsi de travailler avec des méthodes traditionnelles qui s'avèrent archaïques

Le Role Des Bailleurs De Fonds Dans Le Processus Du Developpement

L'ampleur de l'accroissement démographique et les problèmes que pose la pauvreté dans nos Entités Territoriales Décentralisées est sans précédent d'où l'accent doit être mis sur le renforcement des Institutions de la République pour accroître les capacités des ETD dans les divers secteurs afin de booster le développement et d'y faire face.

Une bonne gouvernance de nos ETD, est un facteur le plus important pour l'éradication de la pauvreté et la promotion du développement. Les bailleurs de fonds internationaux en faveur du développement, devraient chaque fois que possible, œuvrer par l'intermédiaire de partenaires locaux au sein de nos ETD en vue

d'accroître leur crédibilité auprès de la population parce que ces derniers connaissent mieux les problèmes auxquels ils sont confrontés et les solutions idoines qui peuvent y apporter

Quelques Pratiques Pour Travailler A L'amélioration De La Situation Sécuritaire

Nonobstant, tous les acteurs du développement local sont capables de faire face à la situation d'insécurité qui se vit sur leurs territoires à titre professionnel.

Tableau 05. Les Atouts et les Contraintes des Alternatives Envisageables aux Questions

N°	Désignation	Condensé
01	PRATIQUE PROFESSIONNELLE	Appui aux espaces de dialogue, concertation, échanges (dont certains animatrices sont des femmes)- ;
02		Appui aux collectivités territoriales pour notamment des plans locaux de sécurité, et donc une responsabilisation des collectivités territoriales sur ces questions - ;
03		Programmes d'éducation à la paix avec par exemple un manuel pour les enseignants et élèves sur les risques d'insécurité des conférences publiques autour de la thématique, un programme radio paix pour les journalistes - ;
04	PRATIQUE PROFESSIONNELLE	Mise en place de comités paix et sécurité et des réseaux de leaders locaux pour la paix, d'institutions publiques en charge de la paix, formulation des projets post-conflits - ;
05		Recours à la médiation par les autorités dite traditionnelles ou religieuses, dialogue interpersonnel - ;
06		Planification, institutionnalisation de la sécurité (mise à l'échelle nationale). Ici, au niveau du Gouvernement Central, nous pouvons avoir un pivot de la sécurité dans un document de la politique de planification au niveau national, ou les acteurs de développement locaux peuvent ipso facto interpeler le gouvernement sur la question sécuritaire.
07		Encadrement des groupes d'auto-défense communautaire et d'appui à la police de proximité (rétablir) la confiance avec la population - ;
08		Gestion des ressources naturelles (accès à l'eau, au bois, aux pâturages et autres - ;
09		Réalisation d'infrastructures structurantes (marchandes ...) - ;
10		Promotion de coopération triangulaire.
	PRATIQUE PROFESSIONNELLE	Action de solidarité pour le maintien de service public (bénévolat), notamment en passant par des associations de ressortissants de zone en crises, santé, protection...
11	PRATIQUE PROFESSIONNELLE	Appui aux événements pour la paix (plateforme d'échanges, facilitation...) - ;
12		Rôle d'interface entre partenaires du nord et du sud, pour que l'insécurité ne détruise pas les liens entre les partenaires - ;
13		Appui aux collectivités territoriales, notamment appui post conflit pour l'inter communalisées par un programme de résilience et de concertation pour la paix - ;
14		Implication dans des événements sociaux.

Au regard de ces facteurs de réussites ou les limites de quelques-unes de ces pratiques ont été analysées, posant le postulat que l'ensemble des pratiques ne sont pas nécessairement productives et /ou à la hauteur de la situation.

Tableau 06. Synthèse d'activité des Pratiques Professionnelles

Objectifs	Activité	Résultats attendus
Appui aux espaces de dialogue, concertation et échange pour gérer les conflits.	-Mise en place d'espaces de dialogue à travers des cadres de concertation pour résoudre les problèmes d'insécurité et diminuer les tensions - ; -existence d'un problème, au niveau des ETD, pour gérer les conflits (parfois générés par les actions de développement) et certains cadres peuvent y répondre	-il y a des conflits qui ont toujours existé entre populations d'un même espace - ; -il ne faut pas que nos petits conflits soient mêlés et noyés dans la crise actuelle (un petit conflit entre agriculteurs et éleveurs n'avait pas au paravent d'incidence sur la sécurité générale, qui à nos jours on a l'impression d'un virus qui se propage cas de milice Mobondo) - ; -les conflits autour de la terre, des pâturages, de l'eau sont mis dans le même sac dans les situations actuelles.
Appui aux espaces de dialogue, concertation et échange pour gérer les conflits.	Cadre de concertation mis en place sur la base d'enjeux locaux.	-pas nécessairement besoin de gros moyens pour fonctionner (les différents participants peuvent être intéressés à y participer de manière presque informelle, car ils ont des problèmes commun à résoudre ensemble - ; - cadre qui nous permet de prendre des décisions ou chacun vient avec ses moyens sans être pris en charge, mais ce dernier sait qu'il obtiendra quelque chose si on arrive aux objectifs qu'on s'était fixé (d'où il y a inclusion, représentativité – fédérateur).

Les espaces de dialogue, concertation et échanges qui se multiplient ne sont pas efficaces ; c’est le cas notamment lorsqu’ils sont créés « hors sol congolais pour la plupart de cas » c’est – à- dire portés par des acteurs extérieurs, actant des décisions sans lien avec les enjeux des participants au cadre de concertation.

La multiplication des cadres fait parfois émerger une logique de concurrence (on observe la création de cadre de concertation pour chaque acteur qui par la suite aura du mal à se pérenniser dans le temps et dans l’espace par manque d’un projet et/ou de représentativité.

Tableau 07. Les Facteurs de succès et d’échec des cadres de concertation des Pratiques Professionnelles.

Désignation		Abstrait
	N°	
Facteurs de succès	01	Existence d’enjeux et d’intérêts à participer à cet espace et aux décisions qui peuvent être prises pour les participants - ;
	02	Porté par des acteurs locaux, légitimes (et non instrumentalisés par les acteurs de l’aide) - ;
	03	Un minimum d’outillage méthodologique – des savoirs faire pour que le cadre fonctionne et qu’il y ait un vrai dialogue entre les acteurs de l’Etat et les acteurs locaux, et entre les forces de sécurité et les acteurs.
Facteurs d’échec	01	Espaces qui peuvent être instrumentalisés par les ONG, des projets, des programmes - ;
	02	Espaces souvent peu pérennes au-delà de la durée du projet - ;
	03	Pas de légitimité des participants qui viennent pour le per diem - ;
	04	Les enjeux de l’espace ne sont pas clairs, et les enjeux financiers deviennent plus importants que les enjeux de fond.

Implication Des Collectivites Territoriales Dans La Restauration D’un Climat De Securite

Il est important de savoir que l’implication des collectivités territoriales (ou parfois des leaders locaux) pour contribuer à améliorer la situation sécuritaire est parmi l’une des solutions que cherchent à mettre en œuvre les agents de développement, en faisant formuler des plans locaux de sécurité et en faisant remonter les informations.

L’implication des territoires et/ou communes ruraux dans des cadres de concertation nationaux permet que l’on prenne ; mieux en compte les questions de paix et de développement notamment dans la planification de services minimum nécessaires à certains endroits.

Les collectivités territoriales, par les liens qu’elles tissent entre elles, peuvent aussi permettre de travailler dans des espaces qui sont plus difficiles pour l’Etat et les forces de sécurité, notamment au niveau transfrontalier. Elles contribuent de ce fait à résoudre des problèmes inter Etats.

Certes, les collectivités territoriales ont à l’heure actuelle des difficultés à prendre des responsabilités au niveau sécuritaire, elles sont limitées (techniquement et financièrement) et font face à des problèmes réquerant qui rendent leur cadre d’action difficile.

Dans notre pays, nous avons des problèmes de synchronisation pour la mise en œuvre des plans locaux de sécurité.

Pourquoi et Comment ?

Dans nos ETD, les collectivités n’ont pas une limite territoriale bien définie. Donc si on prend l’exemple des champs, seules les autorités traditionnelles peuvent trancher les litiges entre communes rurales. L’implication des administrateurs est importante, mais il reste le problème de limites territoriales des communes.

Nous mettons fin en disant que, les agents ou les élus issus du suffrage universel et /ou coutumière des collectivités territoriales ou plus largement de l’ensemble des acteurs mobilisés dans les comités de paix ont besoin d’un minimum de sécurité pour travailler correctement, sans cela, ils se retrouvent trop exposés.

Tableau 08. Synthèse d’activité des Pratiques Personnelles

Objectifs	Activités	Résultats attendus
		L’engagement des agents de développement à titre personnel pour leur territoire est donc un atout essentiel, à condition que leur Pasture soit adaptés (ne pas prendre la place des décideurs, savoir expliquer et gérer les conflits en cas de prise en partie, création de liens de confiance et d’une relation désintéressé...). C’est surtout un rôle d’interface, de mise en relation et d’appui qui est nécessaire. Les pratiques personnelles fonctionnent quand on le fait en son nom propre et non pas à titre

L'engagement des agents de développement à titre personnel pour leur territoire contribue à améliorer la situation sécuritaire	Les actions menées à titre personnel et l'éthique de travail des agents de développement local sont aussi des citoyens à part entière de leur territoire et ils sont en capacité, par leur engagement personnel, de faire la différence sur un territoire ou la citoyenneté se délite.	religieux, d'une structure ou politique. Il y a un principe de neutralité, cette pratique présente un risque pour la personne qui agit, raison de la confiance, surtout lorsqu'on se trouve dans une configuration ou il y a des problèmes entre communautés. Ne pas insister sur les retours de l'Etat, dans les ETD ou il y a absence des autorités, mais plutôt appuyer les formes de gouvernance qui se sont mises en place en l'absence des acteurs étatiques (l'importance n'est pas le retour des agents de l'Etat, mais des services publics).
	Dans les zones d'insécurité, la tendance est de ne pas être trop visible, si on est identifié, trop efficace, on est peut-être plus à risque. Comment, comme agent de développement peut-on porter un discours que personne ne veut entendre ? Comment, comme acteur de terrain peut-on être reconnu dans d'autres espaces (régionaux et internationaux).	Les agents de développement local ont besoin de prendre du recul pour évaluer la pertinence de leurs actions. Des questionnements sont ressortis en particulier en lieu avec l'évolution rapide d'une situation qui interroge leur manière de travailler.

Tableau 09. Les Facteurs de succès et d'échec des Pratiques Personnelles en lieu avec le développement

Désignation	Abstrait	
	N°	
Facteurs de succès	01	Neutralité (politique, religieuse), l'implication personnelle ne signifie pas qu'il faut prendre un parti, cela risque de créer ou d'aggraver des conflits, confiance (fonction relais) ; cela va de pair avec la neutralité - ;
	02	Etre juste (avec notamment l'application des sanctions) ; dans des cas compliqués (exemple : implication d'un ami dans un système de corruption), il est important de pouvoir appliquer les mêmes sanctions ; cela aidera à restaurer un sentiment de justice et gagner la confiance.
	03	Etre capable d'évoluer (écouter, comprendre) ; l'agent de développement local ne détient pas la vérité et doit évoluer dans sa position - ;
	04	Motivation, bénévolat, légitimité (être connu) ; ambassadeur de la paix, prévention...la notoriété locale d'un agent de développement peut l'aider à être impliquée dans des actions utiles pour améliorer la situation.
Facteurs d'échec	01	Calquer les méthodes et outils classiques dans la situation actuelle - ;
	02	Calculer ses actions par rapport à une pression sociétale (Par exemple, il faut savoir dépasser les critiques sur les réseaux sociaux).

VI. Suggestions Pour Resoudre L'insecurite En Republique Democratique Du Congo.

Dans notre pays, le problème de l'insécurité tient compte d'une approche multidimensionnelle qui nécessite, la combinaison des solutions politiques, diplomatiques, économiques, militaires, sociales et de sécurité.

Le renforcement des institutions, la promotion du dialogue et de la coopération régionale, le développement d'infrastructures et l'amélioration des conditions de vie, ainsi que la promotion d'une bonne gouvernance et le respect des droits de l'homme.

Solutions Politiques Et Diplomatiques

Renforcer la coopération et le dialogue

Poursuivre le dialogue avec les pays voisins et renforcer la coopération frontalière pour prévenir les incursions extérieures ;

Renforcer les Institutions

Mettre en œuvre des réformes pour rétablir la confiance dans les Institutions et renforcer l'Etat de droit à travers tout le territoire.

Mettre fin à l'impunité

S'assurer que les responsables de crimes sont poursuivis en justice pour mettre fin à l'impunité.

Promouvoir la bonne gouvernance

Soutenir une gouvernance démocratique et transparente, notamment en organisant des élections crédibles.

Solutions Securitaires Et Militaires

- Reforme l'armée et la police pour la rendre plus efficace et professionnelle, et réformer la police pour qu'elle soit plus proche des communautés et répondre à leurs besoins ;
- Soutien au désarmement en assurant la mise en œuvre et le financement d'accords.

VII. Conclusion

L'insécurité chronique et persistante dans l'Est de la République Démocratique du Congo est le résultat d'un conflit complexe et multidimensionnel. Cette situation demeure extrêmement préoccupante ; marquée par une violence continue, des crises humanitaires aiguës et l'implication de nombreux acteurs locaux, régionaux et internationaux.

Une solution durable nécessite de restaurer l'autorité de l'Etat de mettre fin aux violences et de soutenir des processus de paix régionaux et locaux, car les interventions militaires ou diplomatiques à elles seules ne suffisent pas pour que la paix soit pérenne.

Les acteurs de développement ont besoin d'analyser en profondeur la nature et les causes de l'insécurité qui touche notre pays à travers les Entités Territoriales Décentralisées (ETD), et ont besoin d'être outillés quant à ce ;

Par ailleurs, les groupes extrémistes violents ne sont pas des Entités simples, et il est important de pouvoir analyser leurs stratégies pour comprendre les raisons de leur succès - ;

Aussi, une analyse introspective est nécessaire, dans la mesure où les actions de développement sont souvent soit inadaptées pour répondre à la situation actuelle que vit la population, soit y contribuent de manière plus au moins direct. Etant complexe, cette analyse pour les acteurs de développement qui sont parties prenantes dans un système d'action, et qui ont du mal à prendre du recul afin de changer leurs pratiques et comportement ;

Sur ce, les acteurs de développement doivent être capables d'autocritique pour changer et faire preuve d'ouverture c'est-à-dire avoir la capacité à travailler dans des espaces inter religieux, inter communautaires, inter culturels y compris à titre personnel est importante ; la confiance et la légitimité que les agents de développement peuvent construire contribue à l'évolution de la chose sur l'échiquier national.

Bibliographies

- [1]. RDC : La Crise Humanitaire S'aggrave A Mesure Que L'insécurité Croit, Article, [Http/News.Un.Org](http://News.Un.Org), 25 Février 2025
- [2]. En RDC, Le Haut-Commissaire Fait Etat D'une Insécurité Alarmante, Article Sur Le Site, [Http/Www.Ohchr.Org](http://Www.Ohchr.Org), 2 Avril 2024
- [3]. Comprendre L'insécurité En RDC, Article Sur Le Site, [Https/Www.Dw.Com](https://Www.Dw.Com), 15/12/2023
- [4]. Insécurité Dans l'Est De La RDC : Guerres D'influence Et Pillages De Ressources, Article Sur Le Site, [Http //Www.VOA.Afrique](http://Www.VOA.Afrique), 28 juillet 2022 ;
- [5]. Paix, Sécurité, Développement, Atelier Du Réseau Des Praticiens Du Développement, CIEDEL, Juin 2019
- [6]. Delphin NDOOLE BUESHA, L'impact De La Sécurité Sur La Souveraineté De l'Etat Congolais, Université De Lubumbashi/RDC-Licence, 2015